



**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE 2019-31**

Séance du 26 juin 2019 à dix-huit heures trente

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-six juin à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Billette, Caizergues, Carbonneill, Joly, Lenoir, Palau, Perez, Petit, Weber
Mmes Albigès, Bérard, Castillo, Chibani, Maury, Pervent,

Absents ayant donné procuration : Mme Bertin procuration à Mme Castillo, Mme Fraisse procuration à M. Caizergues, Mme Olivier procuration à Mme Maury, M. Serra procuration à M. Palau, Mme Vilaplana procuration à M. Perez

Absents excusés : M. Hervet, Mme Vella,

Secrétaire de séance : M. José Joly

Nombre de membres en exercice : 22

Présents : 15

Absents : 2

Procurations : 5

Votants : 20

Date de convocation et affichage

17 juin 2019

Objet : Frais de scolarité

M. le maire donne la parole à M. Palau, adjoint à l'enfance et jeunesse, qui propose aux membres du conseil municipal de définir le montant des frais de scolarité.

Le montant du « forfait » communal de fonctionnement est calculé sur la base des dépenses communales moyennes sur les trois derniers exercices pour l'enseignement public maternel et primaire. Ramenées au nombre d'élèves des écoles publiques, elles font apparaître un coût moyen par élève de 992.71 €.

La ville de Lavérune adopte le système de la répartition intercommunale des dépenses scolaires des écoles publiques, conformément à la loi du 22 juillet 1983 aujourd'hui abrogée et codifiée dans le Code de l'Education sous l'article L 212-8, cette disposition concernant tout particulièrement les modalités de répartition du forfait communal pour les élèves non domiciliés dans la commune d'accueil.

Le principe demeure l'accord des communes d'accueil et de résidence. Le maire de la commune de résidence, consulté par le maire de la commune d'accueil donne son accord préalable à la scolarisation des enfants hors de sa commune, sauf dérogations prévues par le Code précité (articles 212-8 et R 212-21 notamment) pour lesquelles le maire de la commune d'accueil doit inscrire l'enfant et doit dans le même temps informer le maire de la commune de résidence du motif de cette inscription.

Dans les deux cas, il convient de préciser, que les communes de résidence doivent verser une contribution financière aux communes d'accueil supportant les charges de fonctionnement ainsi générées.

C'est ainsi que la ville de Lavérune peut se trouver être selon les cas, commune d'accueil (élèves non lavérunois scolarisés à Lavérune) ou commune de résidence (élèves lavérunois non scolarisés à Lavérune) :

- S'agissant des élèves non lavérunois scolarisés dans les écoles publiques lavérunoises ; la contribution financière de la commune de résidence s'élève à **992.71 €** par enfant (montant calculé sur la base du coût de revient moyen d'un élève de l'enseignement public à Lavérune).
- S'agissant des élèves lavérunois scolarisés dans les écoles publiques extérieures à la commune ; la participation financière aux dépenses scolaires sera établie sur la base du coût de revient par élève appliqué par la commune d'accueil.

En conséquence, il est demandé à l'assemblée de bien vouloir entériner le montant du forfait de fonctionnement, tels que fixé ci-dessus, afin de permettre l'engagement, des opérations de dépenses et de recettes afférentes à ce dispositif.

Par ailleurs concernant ce système de répartition des charges intercommunales il convient d'apporter les précisions suivantes :

- Si l'élève comptabilisé est sous le régime d'une garde alternée officielle (décision du juge aux Affaires Familiales) la résidence séparée de chacun de ses parents sera retenue. Ainsi, les deux communes de résidence devront s'acquitter respectivement de 50 % du forfait de fonctionnement.
- En cas de déménagement d'élèves en cours d'année, les effectifs pris en compte pour le calcul du forfait seront ceux comptabilisés à la rentrée scolaire.

Le conseil municipal entend l'exposé de M. Palau, après discussion et sur proposition de M. le maire,

- vote à l'unanimité le montant du forfait de fonctionnement, tel que définis ci-dessus
- donne pouvoir à M. le maire de signer toutes les pièces nécessaires à cette opération.

Ainsi fait et délibéré
Lavérune le 26 juin 2019
Roger CAIZERGUES
Maire



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.1.3